



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Narcotrafic

Question au Gouvernement n° 1532

Texte de la question

NARCOTRAFIC

Mme la présidente . La parole est à Mme Tiffany Joncour.

Mme Tiffany Joncour . Monsieur le ministre de l'intérieur, hier, à Nice, plusieurs personnes ont été tuées sur fond de trafic de stupéfiants, dans une nouvelle série d'affrontements entre réseaux criminels. Dans nos outre-mer aussi le narcotrafic et les règlements de comptes augmentent de façon alarmante. Encore hier, à Fort-de-France, en Martinique, un homme a été abattu en pleine rue par arme à feu. Il s'agit du onzième homicide depuis le début de l'année sur l'île. Dans ma circonscription, à Décines-Charpieu, il y a quinze jours, une mère de famille a été blessée par une balle perdue alors qu'elle rentrait chez elle avec ses enfants. Des CRS et d'importants moyens de sécurité ont alors été déployés. Pourtant, dans la nuit de dimanche à lundi, trois personnes sont mortes dans un incendie criminel probablement lié au narcotrafic. Les habitants vivent désormais dans la peur. Les élus locaux tirent la sonnette d'alarme.

Je salue le travail remarquable de nos forces de l'ordre, mais la réalité est là : elles ne peuvent plus tenir avec des effectifs insuffisants et des moyens saturés. Dans le Rhône, il manque des centaines de policiers et d'enquêteurs, alors même que la métropole de Lyon est devenue l'un des principaux épicentres du narcotrafic en France, dépassant désormais Marseille. Depuis près de vingt ans, les gouvernements successifs ont laissé la situation se dégrader, avec des suppressions de postes, une réponse pénale insuffisante et la perte progressive de l'autorité de l'État. Dans le cadre de la loi contre le narcotrafic, notre groupe a proposé des mesures de fermeté : le rétablissement des peines planchers pour les trafiquants, l'expulsion systématique des délinquants étrangers et une véritable exécution des peines de prison. Vous avez tout refusé. Alors, ma question est simple : quelles mesures concrètes envisagez-vous pour reprendre le contrôle face à l'emprise grandissante des narcotrafiquants dans certains territoires ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Laurent Nuñez, ministre de l'intérieur . J'ai évidemment une pensée pour les trois personnes décédées dans l'incendie de Décines au petit matin du 11 mai. Le procureur de la République a indiqué ce matin qu'une enquête était en cours. L'entité chargée de la lutte contre la criminalité organisée de la direction interdépartementale de la police nationale du Rhône est saisie et des investigations sont en cours. Il s'agit manifestement d'une affaire criminelle, même si le mobile n'est pas encore connu. L'enquête doit se poursuivre. On peut toutefois penser, en tout cas c'est mon sentiment, que ce nouvel incendie est lié au trafic de stupéfiants.

Vous avez raison de souligner que ce trafic gangrène nos quartiers, mais vous avez tort de dire que nous ne faisons rien. Je ne donnerai qu'un seul chiffre, qui concerne justement Décines : depuis le début de l'année, le nombre de trafiquants mis en cause a augmenté de 11 %. Vous dites que les effectifs de police sont en baisse, mais 12 000 policiers et gendarmes sont venus renforcer les rangs des forces de sécurité intérieure depuis 2017, en grande partie pour lutter contre le trafic de stupéfiants. Depuis 2017, le décroisement s'applique

dans la lutte contre le trafic de stupéfiants. C'est vrai à Marseille, à Lyon et sur le territoire couvert par la préfecture de police de Paris. Partout, qu'il s'agisse du ministère de l'intérieur ou du ministère de la justice, nous luttons ardemment contre ce trafic. Les moyens ont été renforcés en matière d'investigation judiciaire. Vous ne pouvez donc pas dire que nous cédonc du terrain face aux trafiquants. Je vous remercie d'avoir salué le travail des forces de l'ordre, qui luttent sans relâche contre le narcotrafic depuis 2017, mais il faut rappeler ce bilan, puisque vous semblez le méconnaître : chaque année, depuis 2017, le nombre de personnes mises en cause pour trafic de stupéfiants a augmenté de 7 %. Le travail va évidemment se poursuivre. Oui, il reste des batailles à remporter, mais la guerre est loin d'être perdue ; nous la gagnerons ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.)*

Mme la présidente . La parole est à Mme Tiffany Joncour.

Mme Tiffany Joncour . Les Décinois en ont assez des paroles, ils attendent des actes ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)*

Données clés

Auteur : [Mme Tiffany Joncour](#)

Circonscription : Rhône (13^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1532

Rubrique : Drogue

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 mai 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 13 mai 2026